



PREFET DES COTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des
risques environnementaux

ARRETE
portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation temporaire d'une unité
de pilote de séchage d'algues vertes au sein
installation classée pour la protection de l'environnement

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'environnement, partie législative, livre V – titre 1er, relatif aux installations classées pour la protection de l'Environnement ;
- VU le Code de l'environnement, partie réglementaire, livre V – titre 1er, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment son article R.512-37 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 autorisant le SMICTOM DU PENTHIEVRE-MENE à exploiter sur la commune de PLANGUENOUAL au lieu-dit « les Landes de Lambert » une usine d'incinération de déchets non dangereux ;
- VU la demande présentée le 8 juin 2011 en vue d'être autorisée à exploiter temporairement une unité pilote de séchage d'algues vertes dans son établissement de PLANGUENOUAL ;
- VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 9 juin 2011 ;
- VU la consultation effectuée le 16 juin 2011 auprès du SMICTOM DU PENTHIEVRE-MENE, conformément à l'article R 512-25 du code de l'environnement ;
- VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques du 24 juin 2011 ;
- VU le projet d'arrêté et le délai de 15 jours accordés à l'exploitant pour présenter éventuellement des observations, conformément à l'article R 512-26 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.512.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement.

CONSIDERANT qu'en application de l'article R.512-37 du Code de l'Environnement susvisé, le préfet peut accorder, à la demande de l'exploitant et sur le rapport de l'inspection des installations classées, une autorisation à titre temporaire, sans enquête publique et sans avoir à procéder aux consultations prévues aux articles R.512-20, R.512-21, R.512-23, R.512-40 et R.512-41 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Installations réglementées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 est complété par les dispositions suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation - Volume autorisé	Classement
2791.2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j.	Unité pilote de séchage d'algues vertes ou de boues de station d'épuration par air chaud à une température maximale de 60°C fonctionnant à l'aide d'un générateur d'une puissance maximale de 225 kW alimenté par fuel domestique. La quantité maximale de déchets traités (algues vertes) étant inférieure à 5 t/j.	Déclaration
2717.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³	Le volume maximal de déchets (algues vertes ou boues de station d'épuration) stockées au niveau de l'unité pilote de séchage est 45 m ³ <ul style="list-style-type: none">• 4 m³ en trémie tampon• 1 m³ en bac tampon• 40 m³ en bac de stockage	Non Classable

Article 2 – Prescriptions spécifiques

Il est inséré un titre 10 bis :

« Titre 10 bis – Prescriptions particulières applicable au pilote de séchage des algues vertes et des boues de station d'épuration »

Article 10.bis.1 – Durée de l'autorisation accordée au fonctionnement du pilote

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 12 semaines à compter de la date de première mise en service de l'unité pilote de séchage. A cet effet, le bénéficiaire de l'autorisation notifiera à Monsieur le préfet la date prévue pour le début d'exploitation. La durée de 12 semaines inclut la phase de retrait du pilote de séchage de la plate-forme mise à disposition.

Cette autorisation n'est pas renouvelable. La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 10.bis.2 – Origine des déchets et tonnage maximal autorisé

L'origine géographique des algues vertes et des boues de station d'épuration admises sur le site pour l'expérimentation se limite au seul département des Côtes d'Armor, et de préférence en provenance de la baie de Saint-Brieuc pour les algues vertes et les boues de la station d'épuration de Lamballe.

L'autorisation de traitement des algues vertes et des boues de station d'épuration porte sur un tonnage maximal de 150 t pour la durée d'autorisation mentionnée à l'article 10.bis.1 du présent arrêté.

Article 10.bis.2 – Caractéristiques de l'installation

L'unité pilote de séchage doit être installée au sein de l'établissement du SMICTOM DU PENTHIEVRE-MENE sur une plateforme mise à disposition permettant d'accueillir les installations suivantes, installations qui sont communes à tous les essais de sécheur :

- Un générateur d'air chaud d'une puissance maximale de 225 kW,
- Une trémie tampon à fond mouvant pour alimentation du séchoir d'une capacité : 4 m³
- Un système de pesage sous la trémie tampon avec compteur horaire,
- Un dispositif de désilage, dé-tassage,
- Un tapis d'alimentation déchets,
- Un tapis couvert de récupération des déchets secs,
- Une pesée finale du produit sec avec un bac d'une capacité de 1 m³,
- Des bennes couvertes de stockage d'une capacité totale de 40 m³,
- Un groupe électrogène pour l'alimentation électrique.

Article 10.bis.3 – Admission des déchets

Outre les dispositions prévues pour l'arrêté 18 janvier 2007, le traitement des algues vertes est soumis aux dispositions ci-après :

Avant d'admettre les algues vertes et les boues de la station d'épuration dans son installation, l'exploitant doit élaborer un cahier des charges définissant la qualité des déchets admissibles. Ce cahier des charges est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les algues vertes admises au niveau de l'installation doivent être « fraîches », c'est à dire résultant d'un ramassage datant de moins de 12 heures, la fraîcheur des algues vertes est établie par un contrôle visuel complété le cas échéant par une mesure de concentration sur l' H₂S (émission de sulfure d'hydrogène ou (H₂S) inférieure à 14 mg/m³ (10 ppm) mesuré au plus près du silo de réception.

L'admission d'algues vertes « non fraîches » est strictement interdite dans le cadre des essais du pilote. Les algues admises doivent avoir été égouttées au maximum avant leur ramassage sur les lieux d'échouage.

En vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au fournisseur des algues vertes et les boues de la station d'épuration une information préalable sur la nature et l'origine de cette matière, et sa conformité par rapport au cahier des charges.

L'exploitant doit avoir à sa disposition la fiche de sécurité de l'hydrogène sulfuré prévue par l'article R.231-53 du Code du travail.

Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières sur le site pour séchage doit donner lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues (tonnage ou à défaut cubage moyen du chargement) ;
- l'identification du producteur des algues vertes et les boues de la station d'épuration, leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante et la date de ramassage ;
- la nature et les caractéristiques des algues vertes et les boues de la station d'épuration reçues.

Un registre d'entrée sur la plate-forme doit être établi. Les livraisons refusées doivent également être indiquées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.

L'exploitant doit réaliser a minima une analyse de la conformité des algues vertes par semaine (fraîcheur estimée par dégagement de H₂S, estimation de teneur en sable et en eau).

L'admission des algues vertes et les boues de la station d'épuration ne doit être réalisée qu'après avoir vérifié le caractère opérationnel des installations de séchage, notamment à chaque changement de sécheur à expérimenter.

Article 10.bis.4 – Entreposage des algues et les boues de la station d'épuration avant séchage

Le stockage des algues vertes et les boues de la station d'épuration en attente de traitement est interdit en dehors de l'installation. Les algues vertes et les boues de la station d'épuration doivent être systématiquement stockées dans la trémie tampon dès réception sur le site. En cas de dysfonctionnement de l'installation supérieure à 8 heures, les algues vertes présentes dans la trémie doivent être retirées de cette trémie et évacuées vers une filière de traitement dûment autorisée. L'exploitant doit disposer des moyens nécessaires pour procéder à cette évacuation.

Article 10.bis.5 – Séchage des algues et les boues de la station d'épuration

Les opérations de séchage des algues vertes et les boues de la station d'épuration doivent être effectuées le plus rapidement possible après admission sur la plate-forme, et au plus tard dans un délai de la journée de prise de charge. Le séchage des algues et les boues de la station d'épuration est réalisé à une température maximale de 60°C. L'installation dispose d'équipements de contrôle en température permettant de vérifier le respect de ce seuil.

Article 10.bis.6 – Prévention de la pollution atmosphérique

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien du pilote de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses. L'installation de traitement doit être conçue, exploitée et entretenue de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant laquelle elle ne pourra assurer pleinement sa fonction.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le rejet à l'atmosphère de l'unité pilote est, dans toute la mesure du possible, collecté et évacué par l'intermédiaire d'un extracteur pour permettre une bonne évacuation des rejets.

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 5 m/s.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) sur gaz humides ;
- à une teneur en oxygène de 3% en volume.

Paramètres	Concentrations instantanées
hydrogène sulfuré (H ₂ S)	5 mg/Nm ³
Ammoniac (NH ₃)	50 mg/Nm ³

Une mesure des paramètres hydrogène sulfuré (H₂S) et Ammoniac (NH₃) et de la température de rejet doit être effectuée pour chaque essai de sécheur dans les conditions de régime établi. Les résultats de ces mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

De plus, une mesure de la qualité de l'air dans l'environnement de l'unité pilote doit être réalisée. Le choix des points de mesures doit prendre en compte l'orientation des vents ainsi que les zones sensibles situées à proximité. Les mesures doivent porter au moins sur les paramètres suivants : hydrogène sulfuré (H₂S) et Ammoniac (NH₃). Avant la démarrage du pilote, des mesures doivent être réalisées afin de déterminer le bruit de fond des polluants mesurés. Le rapport des mesures doit être adressé à l'inspection des installations classées dès réception.

Le débit d'odeur rejeté doit être compatible avec l'objectif de qualité de l'air ambiant suivant : la concentration d'odeur imputable aux installations au droit des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés et zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) ne doit pas dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'établissement dépasser la limite de 5 uOE/m₃ plus de 40 heures sur la période des essais.

Article 10.bis.7 – Prévention des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des algues vertes mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un document d'analyse des risques intégrant les risques liés au H₂S (explosion-incendie, toxique et dangereux pour l'environnement).

Les zones identifiées comme à risques H₂S sont signalées comme telles. L'exploitant établit une consigne spécifique au risque lié au H₂S.

L'exploitant est tenu de réaliser des mesures d'émission de H₂S au sein de son installation dans les zones identifiées comme à risque H₂S. Les mesures de concentration en H₂S sont effectuées une fois par semaine ou en continu conformément aux normes en vigueur en au moins 3 points du site (zones identifiées à risques H₂S).

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

- des extincteurs portatifs répartis sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre est au minimum deux extincteurs de classe 55 B. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés ;
- une réserve d'au moins 0,1 m³ de sable maintenu meuble et sec et des pelles

Article 10.bis.8 – Prévention de la pollution des eaux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien du pilote de manière à limiter les écoulements d'eau en provenance des algues vertes.

Article 10.bis.9 – Gestion des déchets

L'exploitant procède ou fait procéder à l'élimination ou à la valorisation des algues vertes non traitées ainsi que séchées et les boues de la station d'épuration dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour la prise en charge des algues vertes et des boues de la station d'épuration sont régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs.

Article 10.bis.10 – Transmission du bilan de l'expérimentation

À l'issue des essais, l'exploitant doit transmettre un bilan de l'expérimentation du pilote avec tous les éléments d'appréciation à l'Inspection des installations classées : résultats des essais de séchage, résultats des analyses des rejets au niveau de l'installation ainsi que dans l'environnement,....

Article 10.bis.11 – Autres dispositions

Toutes les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 non contraires à celles du présent titre demeurent applicables. »

Article 3 - Sanctions

L'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté entraîne l'application des sanctions pénales et administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes (3, contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX) :

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ;
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 5 - Publication

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision sera affiché en mairie de PLANGUENOUAL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du SMICTOM DU PENTHIEVRE MENE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du SMICTOM DU PENTHIEVRE MENE dans deux journaux d'annonces légales du département : « Ouest-France » et « Le Télégramme ».

Article 6 - Application

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor

La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bretagne,

Le Maire de PLANGUENOUAL

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé au SMICTOM DU PENTHIEVRE MENE, pour être conservé en permanence par l'exploitant et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

ST-BRIEUC, le
19 JUL 2011
Rémi THUAU